Publication d'une série de rapports sur la gouvernance des terres dans la région du Mékong

13 janvier 2016



Dans le cadre du projet « Gouvernance des terres dans la région du Mékong », mis en œuvre en Birmanie, au Cambodge, au Laos et au Vietnam, une série de rapports sur l'économie politique de la gouvernance foncière vient de paraître. Ces publications sont le produit d'une recherche financée par l'Agence suisse pour le développement et la coopération et l'Agence allemande pour la coopération internationale. L'initiative est motivée par des préoccupations concernant la sécurité foncière des petits exploitants agricoles, les minorités ethniques et les femmes, avec en arrière-plan l'accaparement des terres sous différentes formes.

Le premier rapport concerne toute la région du Mékong, les quatre suivants abordent la question dans chaque pays (Birmanie, Cambodge, Laos, Vietnam). Les rôles joués par la Thaïlande et la Chine, dans cette sous-région. Ainsi, par exemple pour le Cambodge, les auteurs concluent que la privatisation des terres est imparfaite et centrée sur les zones sans problèmes, les parcelles rizicoles, alors que les zones montagneuses et forestières restent sources d'importantes tensions. Il faut savoir que le Cambodge, dans le contexte post-conflit Khmers rouges, a procédé à l'annulation des droits antérieurs de possession par l'occupation, et reconnaît la propriété individuelle des terres. Le rapport dénonce aussi la dérive du système des concessions. Le Cambodge a opté pour une stratégie de mise en location et en concession d'importantes surfaces au profit d'investisseurs privés. Ce processus a pris de l'ampleur et, aujourd'hui, les concessions agroforestières occuperaient 2,6 millions d'hectares. Les auteurs notent que les élections en 2018 pourraient être l'occasion de prôner, dans les débats, un système de concessions plus inclusif.

Signalons enfin, toujours sur cette région, que le comité technique foncier français vient de publier une fiche de synthèse intitulée *Défis des politiques foncières en Asie du Sud-Est et éclairages autour du Cambodge*. Cette fiche valorise les résultats d'une journée d'échanges organisée en avril 2015 par le comité. Elle présente un état des lieux comparé des dynamiques et des politiques foncières de quatre pays d'intérêt pour la Coopération française et caractérise plus particulièrement les spécificités du Cambodge.

Céline Fabre, Centre d’études et de prospective

Sources : *Mekong Region Land Governance*, Comité technique foncier